La Banque des collectivités



Sommaire

La Banque des collectivités

Le fonctionnement concret





La Banque des collectivités



Aperçu des principales banques qui financent les collectivités

Les banques privées universelles



La seule banque qui appartienne à 100 % aux collectivités







Banques publiques



Une idée émanant du nord de l'Europe...







... qui a fait son chemin en France

Création de l'Agence France Locale par la loi de régulation et de séparation des activités bancaires.

le seuil du milliard d'euros de prêts aux collectivités locales

Fin 2016, l'AFL franchit

11 collectivités fondatrices

2013

2015

Fin 2018, l'AFL passe le cap des deux milliards financés et compte plus de 200 membres.

2018

L'AFL franchit le cap

des 300 collectivités

membres représentant

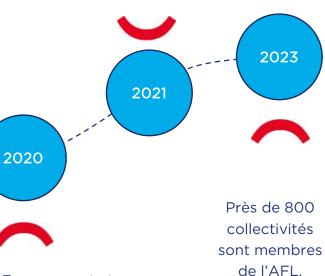
plus de 15% de l'emprunt local à qui

elle a prêté plus de 3

milliards.

2019

L'AFL se voit reconnaître le statut de banque publique de développement par le superviseur bancaire.



La loi « Engagement et
Proximité » offre la
possibilité aux
syndicats et aux EPL
de devenir actionnaires
de l'AFL [sous
conditions]

Volonté des collectivités de mutualiser leur accès au financement.

2004

Emprunts groupés des Communautés Urbaines. Début de l'activité de l'AFL : agrément par l'ACPR, première émission obligataire et premiers prêts aux collectivités locales membres.



La seule banque publique de développement exclusivement dédiée au monde public local



Les collectivités sont les uniques actionnaires



Communes Groupements Départements Régions



Les collectivités actionnaires sont les uniques bénéficiaires



L'Agence France Locale lève des fonds auprès des investisseurs français et internationaux qu'elle redistribue sous forme de prêts bancaires simples (prêts moyen / long terme à taux fixe ou taux variable, lignes de trésorerie)



Les collectivités actionnaires sont les uniques garants



Les collectivités membres de l'Agence France Locale sont collectivement garantes des engagements de l'AFL, dans la limite de leur encours de crédit auprès de l'AFL. Cette garantie permet d'optimiser et de sécuriser le processus de refinancement.



Une seule raison d'être (inscrite dans les statuts)



Traduisant des engagements forts portés par les collectivités locales membres



Loyauté des pratiques, Transparence, Valeurs, Fonctionnement des instances



Origine des financements,
Gestion de la réserve de
liquidité,
Ancrage territorial et impact
des projets financés



Au sein de ses pratiques internes quotidiennes : Ressources humaines Impact environnemental



30/05/2024

Les objectifs pour les collectivités







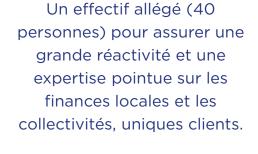
Un fonctionnement en circuit-courts
Une indépendance vis-à-vis de
l'État et du monde bancaire
traditionnel.

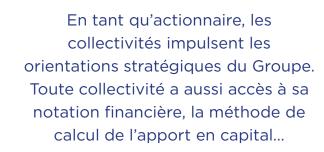
Une transparence sur l'origine des fonds Des produits simples, non structurés Une politique d'investissement responsable Pas de prêt vert, pas de dossier, mais un accès de toutes les collectivités au financement durable.

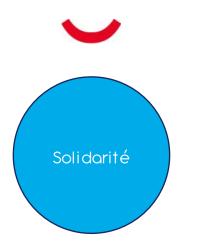


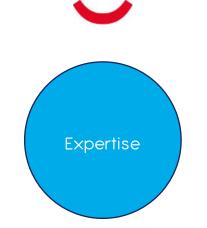
Des valeurs fortes

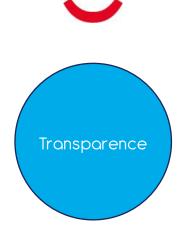
De la plus petite commune à la grande région, en zone rurale ou urbaine, en métropole ou en outremer, toutes les collectivités sont concernées et mutualisent leur accès à la ressource financière pour en optimiser le coût.













Un modèle de gouvernance unique : transparente et responsable...

Gouvernance basée sur une structure duale conçue de façon à :







toute concentration des pouvoirs sur une instance unique.

Étanchéifier
la conduite
opérationnelle
des orientations
stratégiques
des collectivités
membres.

Conduire

à une responsabilisation accrue des parties prenantes par des mécanismes de contrôle.





Le Conseil d'administration dans sa nouvelle composition



Marie Ducamin

Présidente



Sacha BRIAND Vice-Président

Comité d'audit et des risques



Pierre BOILEAU *
Vice-Président en charge des
relations avec les Territoires
Voisins
METROPOLE DU GRAND NANCY



Nicolas SAMSOEN
Vice-Président en charge des
finances et de l'efficacité des
politiques publiques
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise



Bernard ANDRIEU
Conseiller Municipal,
membre de la commission
des finances
COMMUNE DE MUZY



Christèle WILLER
Maire
COMMUNE DE
BUSCHWILLER

La Direction générale de l'AFL-ST



Olivier LANDEL

Directeur général



Yves MILLARDET Directeur général délégué



Vice-Président chargé de l'habitat de la cohésion sociale et de l'insertion DEPARTEMENT DE LA SAVOIE



Bertrand ARTIGNY Vice-Président en charge des finances METROPOLE DE LYON



Bertrand HAUCHECORNE

Maire

COMMUNE DE MAREAU-AUXPRES



Didier REVEAU
Conseiller Régional
Membre de la commission des
finances
REGION PAYS DE LA LOIRE



Stéphane BÉRARD Conseiller Régional REGION OCCITANIE



Sandrine DERVILLE
Vice-Président en charge des
finances, de
l'administration, de la
modernisation et de l'ouverture
de l'action publique
REGION NOUVELLEAQUITAINE



Didier KHELFA
Vice-Président en charge du
budget des finances et de la
stratégie financière
AIX-MARSEILLE PROVENCE
METROPOLE



Bernard BIENVENU
1er Vice-Président,
Services aux communes
et à la déconcentration
CA BASSIN DE BOURGEN-BRESSE



Luc BOUARD
Président
CA DE LA ROCHE-SUR-YON



12

Composition du Conseil de surveillance et Directoire de l'AFL



Sacha Briand Président



Marie Ducamin Vice-Présidente

Directoire de l'AFL



Yves MILLARDET Président du Directoire



Thiébaut Julin Directeur général, et **Directeur Financier**



Ariane Chazel **Directrice Engagements** et Risques, Climat et Finance durable



Laurence Leydier Directrice des adhésions et du crédit



Olivier Roullé Secrétaire général, Directeur des Systèmes d'information, DRH

Comité d'audit



François Drouin Président du Comité d'audit



Olivier Landel Directeur général de l'AFL-ST



Victoire Aubry-Berrurier



Marie Lemarié



Olivier Labe Censeur

Comité des risques



Sophie Souliac Présidente du Comité des risques



Olivier Landel



Victoire Aubry-Berrurier



François Drouin



Lydie Assouline Censeur

Comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise



Sophie L'Hélias. Présidente du CNRGE



Olivier Landel



Sophie Souliac-Dallemagne



Estelle Grelier

Comité stratégie et engagements responsables



Lars Andersson Président du Comité Stratégie et Engagements responsables







Delphine Cervelle



Julien Denormandie



Des relations partenariales avec les acteurs du monde local



Associations nationales d'élus







Autres associations et organismes





Une expertise sur les finances locales...

Publication d'un baromètre annuel sur les finances locales et de déclinaisons





... Et sur le financement de la transition écologique



COMMENT FINANCER LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ?

AVRIL 2O23

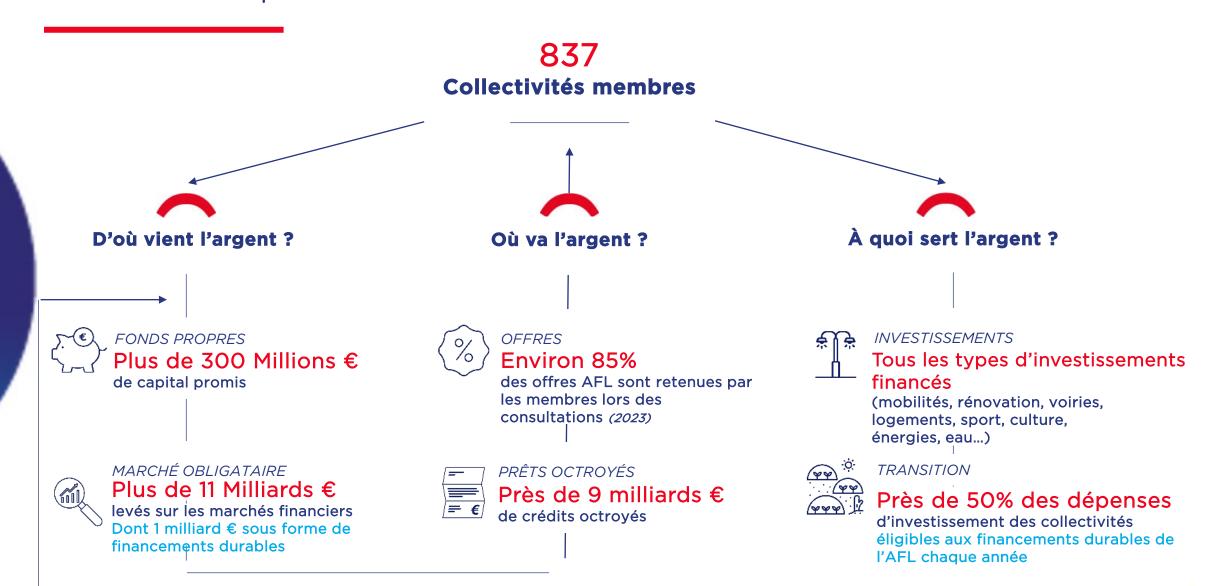




L'AFL aujourd'hui



Un modèle simple en « circuits courts »





Notes de l'AFL





Notation publique supérieure ou égale à celles des banques françaises

Notation publique un cran inférieur à celle de l'État français

Levée de fonds sur le marché obligataire et monétaire



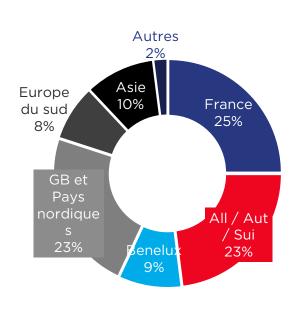
Emprunts long terme auprès des investisseurs depuis la création de l'AFL.

Gestion de la trésorerie

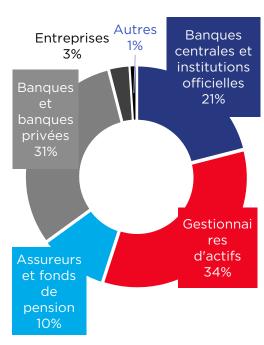


Montant de la trésorerie de l'AFL permettant à l'AFL de poursuivre son activité pendant un an en cas de fermeture des marchés.

Qui sont nos investisseurs?



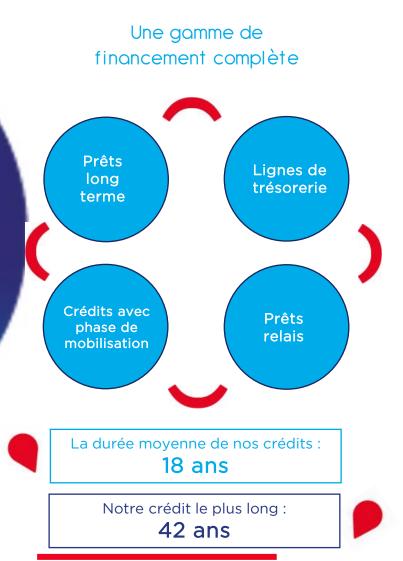
Par provenance géographique



Par typologie



19



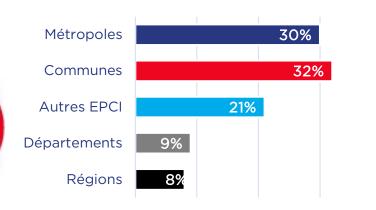




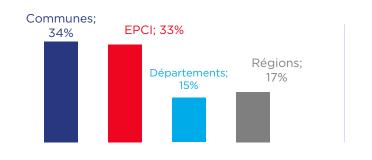




Répartition de nos crédits (en volume)



Pour rappel, répartition de la dette locale française :



Source OFGL 2022



Répartition géographique de nos membres



5 Régions

> Pays de la Loire Occitanie Grand Est Bourgogne Franche Comté Nouvelle Aquitaine

182
Etablissements publics

15 Départements

Aisne - Ariège - Allier - Calvados Haute Garonne - Ille et Vilaine -Landes - Loire Atlantique - Maine et Loire - Meuse - Saône et Loire -Savoie - Essonne Seine Saint Denis - Yvelines Collectivités d'outre-mer

Polynésie Française Saint-Pierre et Miguelon

Répartition des EP membres par typologie



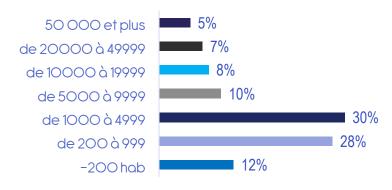
No

Notre plus petit actionnaire : Aulan (26) : 12 hab

Notre plus grand actionnaire : Région Nouvelle Aquitaine : +6 M hab

633
Communes

Répartition des communes membres par nb d'habitants





Pourquoi?

des leviers de la réussite de la transition écologique reposent sur les collectivités locales (selon la stratégie bas carbone française, mars 2020)

50%

des émissions de gaz à effet de serre françaises sont directement ou indirectement déterminées par les investissements des collectivités locales. (selon l'ADEME)

à 9 milliards € doivent être investis

chaque année par l'État français d'ici 2023 pour tenir les engagements nationaux (selon I4CE)

Quel dispositif?

L'AFL a identifié dans les budgets principaux de ses collectivités actionnaires comptant plus de 3 500 habitants trois grandes catégories d'investissements œuvrant directement pour les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU (investissements à impact social ou environnemental).

3 domaines

L'accès à des services sociaux essentiels et de base (éducation et culture, emploi, accès aux services de santé essentiels, inclusion sociale) :

La transition énergétique et écologique (transports publics à bas carbone, prévention et contrôle de la pollution, énergies renouvelables, ...);

Les infrastructures durables, les villes et la cohésion territoriale (gestion durable de l'eau, habitat accessible infrastructures durables et accessibles).

milliard d'€

Ayant financé des investissements durables des collectivités sont refinancés par des obligations durables.

Origine des fonds

L'AFL a émis deux obligations durables en juillet 2020 et en janvier 2022 pour un montant total d' 1 milliard d'euros.

des investisseurs ayant souscrit à ces obligations se disent « soucieux d'allouer leur épargne à des investissements visant la transition écologique »



A l'AFL, simplicité et inclusion, pas de prêt vert, pas de prêt à impact, mais des financements transparents.







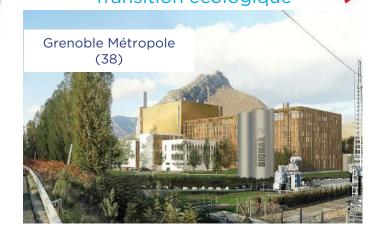
22

Quelques exemples de réalisations

Social et Petite enfance



Transition écologique



Revitalisation des centres villes



Développement des mobilités



Rayonnement culturel



Développement sportif





Ce qu'il faut retenir (Vue au 31 mars 2024)

837 Collectivités actionnaires 25 %
Part de la dette de nos membres dans la dette publique locale française

Plus de

9 Mds

de crédits
octroyés depuis
2015





3ème prêteur bancaire des collectivités françaises en 2023 (Source : Finance Active)

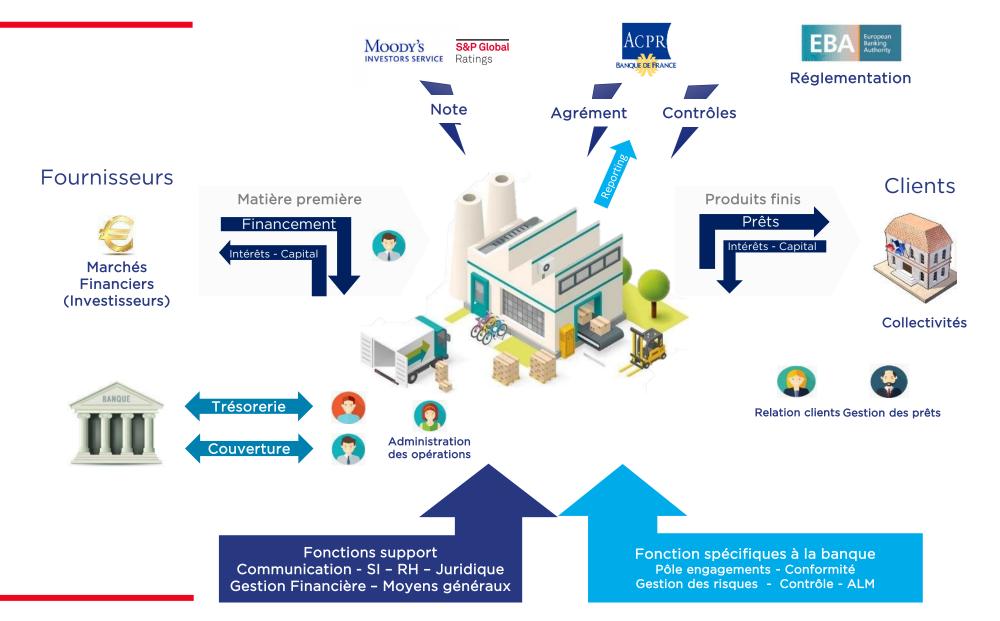




Le fonctionnement concret



La banque: son fonctionnement concret



AFL La banque des calectivité

Le chemin de l'adhésion

La collectivité fait une demande d'adhésion auprès de l'AFL par téléphone, mail ou via le portail dédié : portail.agencefrance-locale.fr

Eligibilité à l'adhésion : Note AFL + seuils du Décret du 11 mai 2020

0.3 % des recettes réelles de fonctionnement. La Versement collectivité délibère de l'Apport ensuite pour valider en capital initial

La collectivité signe ensuite l'acte d'adhésion au pacte d'actionnaires et devient actionnaire de la Société territoriale au moment de l'augmentation de capital. Elle participe alors à la gouvernance du Groupe.



Signature de l'acte d'adhésion au pacte d'actionnaires

Etude de l'adhésion

L'AFL calcule une note financière de la collectivité entre 1 et 7.

De 1 à 5,99 : la collectivité peut adhérer.

A partir de 6, la collectivité ne peut pas devenir membre pour l'exercice en cours. Depuis le 11 mai 2020, les collectivités doivent également respecter les seuils fixés par le Décret 2020-556.

Vote de la délibération de la collectivité

L'AFL communique à la

son apport en capital

collectivité le montant de

initial (ACI). Il correspond

au maximum entre 0,9 %

de l'encours de dette et

l'adhésion.

La collectivité devient membre au moment du versement de l'ACI ou de la première tranche d'ACI dans le cas d'un paiement en plusieurs fois. Elle peut alors soumettre une demande de financement auprès de l'AFL.



Les enjeux majeurs de l'AFL

